

Unité Départementale du Hainaut

Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV ex RECYDEM

CD 249 LE PONT TOURNANT
BP 06
59156 LOURCHES

Références : VH/V2.2023.008

Code AIOT : 0007000571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement SUEZ RV ex RECYDEM implanté Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 LOURCHES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV ex RECYDEM
- Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 LOURCHES
- Code AIOT : 0007000571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV (ex-RECYDEM) est située sur le territoire de la commune de Louches, à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR.

La société SUEZ RV est autorisée à exploiter un centre de traitement de déchets ménagers et banals par arrêté du 1er octobre 2003 modifié les 2 mars 2006, 4 avril 2008, 17 avril 2009, 18 août 2009 et 27 août 2014.

Les activités suivantes y sont exercées :

- centre de tri de déchets ménagers et assimilés ;
- centre de valorisation de mâchefers ;
- compostage de déchets verts et de boues de STEP ;

- valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires ;
- broyage, concassage, criblage de bétons et matériaux de construction pour la fabrication de graves routières ;
- centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ;
- broyage et valorisation de déchets de bois ;
- broyage et valorisation de pneumatiques.

Si les activités de tri de déchets ménagers et assimilés sont exercées sous couvert dans des bâtiments, les autres activités précitées sont réalisées en extérieur. La société SUEZ RV. est autorisée à traiter 450.000 tonnes de déchets annuellement.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. Les rubriques concernées de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

- 3532 : Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.

Dans le cadre de ses activités, la société SUEZ RV effectue des transferts transfrontaliers de déchets en exportation ou en importation.

La zone de stockage de mâchefers a fait l'objet du contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modalité de gestion des mâchefers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7	/	Observation
2	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8	/	Sans objet
3	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9	/	Sans objet
4	Utilisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10	/	Sans objet
5	Utilisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	/	Sans objet
6	Utilisation des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	/	Sans objet
7	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.2	/	Sans objet
8	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.3	/	Sans objet
9	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.4	/	Sans objet
10	Stockage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.6	/	Observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Stockage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 27.1.7	/	Observation
12	Intégrations paysage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 2.2	/	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la gestion des mâchefers sur site, le site de Louches ayant dans ses activités la gestion de la maturation de mâchefers en provenance des installations d'incinération. Ces mâchefers, après maturation, peuvent être commercialisés comme matériaux alternatifs en technique routière en fonction de leur caractérisation finale.

La visite d'inspection a porté sur la conformité réglementaire à l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération ainsi qu'à diverses prescriptions relatives au stockage de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 avril 2008.

Bien qu'il n'ait pas été constaté de non conformité, l'inspection relève que la quantité totale de mâchefers stockés sur site est proche de la capacité maximale.

L'exploitant a indiqué que cette situation était due à la récente crise sanitaire liée au COVID 19 qui avait stoppé de nombreux chantiers routiers, fermant ainsi l'exutoire de sortie naturelle de ces produits.

Il est relevé que les chiffres de commercialisation récents indiquent des sorties régulières de ces produits, l'inspection invite donc l'exploitant à intensifier son plan d'action visant à résorber le stock existant.

Il est rappelé qu'aucun stockage ne peut dépasser la durée légale de 3 années sur site, au-delà de cette durée les mâchefers doivent être évacués dans des installations de stockage de déchets non-dangereux.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Critère de recyclage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe du présent arrêté, pour tout lot d'un même matériau alternatif. Si l'exploitant dispose déjà de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, il n'est pas tenu de réaliser de nouveau cette évaluation.</p> <p>Ces études concernent également tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant d'autres matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.</p> <p>Les analyses nécessaires aux études sont réalisées par un organisme tiers compétent dans un délai d'un mois à compter de la constitution d'un échantillon mentionné à l'article 8.</p> <p>Les méthodes d'analyse sont choisies de manière que les limites de détection et de quantification associées permettent de positionner sans ambiguïté les résultats avec les valeurs limites des paramètres analysés.</p> <p>Constats : Les analyses relatives aux valeurs intrinsèques sont réalisées par l'établissement de production des mâchefers.</p> <p>Par sondage, des rapports d'analyse relatifs aux valeurs intrinsèques ont été communiqués pour les incinérateurs de Rungis, Saint-Saulve et Maubeuge pour le mois de juin 2022. L'analyse de ces rapports n'a pas révélé de non-conformité.</p> <p>A réception des mâchefers sur site, l'analyse de lixiviation est réalisée par l'exploitant sur chaque chargement entrant.</p> <p>En fin de mois un échantillonnage moyen du lot reçu est réalisé et une analyse par un laboratoire externe sur les paramètres de lixiviation est réalisée.</p> <p>Les rapports d'analyse mensuels réalisées pour l'exploitant relatifs aux valeurs de lixiviation ont été communiqués pour les incinérateurs de Rungis, Saint-Saulve et Maubeuge pour le mois de juin 2022.</p> <p>Par sondage, une analyse sur un lot sortant (référéncé M167 en provenance de l'incinérateur de Maubeuge, lot entrant en juin 2020) avant expédition chantier a été communiquée (cf article 12).</p> <p>Il est relevé que l'analyse directe à l'arrivée sur site par camion entrant est réalisée sur les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/04/2008. Les paramètres à analyser étant moins nombreux que ceux prévus par l'arrêté ministériel du 18/11/2011. L'analyse de sortie, elle, est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18/11/2011.</p> <p>Observations : Il convient de réaliser l'analyse de lixiviation d'entrée en suivant les paramètres prévus par l'arrêté ministériel du 18/11/2011.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Échantillonnage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.
Constats : Une procédure d'échantillonnage a été communiquée (référéncée INS 01-006). Elle prévoit 20 sondages pour la réalisation d'une prise de 10 kg qui conduit à la réalisation d'un échantillon de 2,5 kg pour analyse. La procédure se base sur les recommandations du guide SETRA dans son annexe 6 (guide relatif à l'acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière 2012).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse échantillonnage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les paramètres à analyser sont ceux figurant dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe du présent arrêté. Toutefois, si pendant une durée déterminée des lots périodiques successifs provenant d'une même installation de traitement thermique de déchets non dangereux donnent lieu à des lots de matériaux alternatifs et routiers pour lesquels l'ensemble des valeurs représentatives d'un paramètre donné reste en deçà de la moitié de la valeur limite associée, l'exploitant peut surseoir à l'analyse du paramètre en question pour les lots de matériaux alternatifs et routiers produits dans les mêmes conditions à partir des lots périodiques suivants, sans que ces conditions ne puissent conduire l'exploitant à effectuer moins de deux analyses par an portant sur la totalité des paramètres figurant dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe du présent arrêté. Dans ce cas, l'exploitant tient les documents justificatifs de cette adaptation à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les paramètres analysés sont ceux qui sont prévus par l'arrêté (cf tableau annexe). Chaque lot fait l'objet d'analyses en entrée et en sortie avant commercialisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Utilisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Formulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'élaboration de tout matériau alternatif et la formulation de tout matériau routier doivent être motivées par l'atteinte des performances mécaniques nécessaires pour les usages routiers visés et, le cas échéant, par la nécessité d'assurer la compatibilité chimique avec les substances ou objets avec lesquels le matériau routier sera directement en contact au sein de l'ouvrage routier. A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'élaboration ainsi qu'une procédure de formulation qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille. La durée de la phase d'élaboration ne peut excéder un an. La phase de formulation ne peut envisager le mélange de matériaux alternatifs élaborés à partir de lots périodiques issus de plusieurs installations de traitement thermique de déchets non dangereux. La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ou routiers ne peut excéder trois ans.
Constats : Une procédure d'élaboration et de formulation a été communiquée (référéncée PRO 13-002). La phase de maturation dure entre 3 à 4 mois sur site. A l'issue de la phase de traitement (déferraillage et concassage) un échantillon moyen est envoyé pour analyse extérieure pour caractériser le produit en fonction du type. Une cartographie des andains est réalisée en fonction des provenances de l'origine de mâchefers. Cette cartographie reprend les dates de lot d'entrée. Au jour de la visite les lots les plus anciens ont été constitués en août 2020 et devront être évacués au plus tard en juillet 2023. Le registre des entrées et des sorties a été présenté, il permet de suivre la durée de stockage sur site. Le registre présenté n'indique pas de durée supérieure à 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de sortie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; — le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; — le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; — le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; — la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; — la quantité de matériau routier quittant l'installation ; — la date de sortie de l'installation ; — l'usage routier effectif ; — le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le registre de sortie reprend l'ensemble des éléments nécessaires au suivi.</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel ALTERMAP qui permet de cartographier l'implantation des mâchefers sur les chantiers.</p> <p>Ce logiciel permet en outre de vérifier la compatibilité de l'implantation avec les restrictions d'utilisation des mâchefers prévues par les dispositions prévues au point 4 de l'annexe de l'arrêté Ministériel du 18 novembre 2011.</p> <p>L'exploitant tient à jour une fiche « chantier » avec ce logiciel.</p> <p>Une procédure de traçabilité des mâchefers a été communiquée (référéncée PRO 13-001).</p> <p>Les documents relatifs à la vie d'un lot ont été communiqués :</p> <p>lot référencé M167 en provenance de l'incinérateur de Maubeuge, lot entrant en juin 2020 et expédié sur chantier octobre 2022 (chantier Eiffage route Place Constant Moyaux à Anzin, usage type 1).</p> <p>L'ensemble des informations nécessaires à tracer l'opération réalisée est répertorié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Utilisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche données environnementales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; — les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en oeuvre du matériau routier. <p>Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.</p>
<p>Constats : La fiche de données environnementales ne reprend pas les usages routiers et les limitations d'usages mais ces données sont présentes dans la fiche « chantier ».</p> <p>Les résultats des tests de lixiviation et de teneurs intrinsèques sont présentés dans cette fiche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 27.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être jugés « admissibles », les mâchefers devront avoir fait l'objet d'analyses au stade de leur production, comportant en particulier une mesure de leur taux d'imbrûlés et un test de potentiel polluant. L'exploitant dispose des résultats d'analyses effectuées chez chaque producteur. L'exploitant reçoit le mâchefer d'usines d'incinérations auprès desquelles les approvisionnements ont été contractualisés, garantissant des réceptions planifiées et un suivi qualité.</p> <p>[...]</p> <p>Ces déchets font l'objet d'un certificat d'acceptation préalable.</p>
<p>Constats : Une procédure d'acceptation préalable existe pour l'ensemble des déchets entrant sur le site SUEZ RV de Lourches. A ce titre les mâchefers y sont intégrés comme déchets entrants. Des CAP pour les mâchefers en provenance des sites de Maubeuge, Saint-Saulve et Rungis ont été présentés.</p> <p>Un registre d'entrée est tenu à jour reprenant l'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle arrivée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A l'arrivée de chaque camion, les vérifications suivantes sont systématiquement réalisées : <ul style="list-style-type: none"> • présence, autant que de besoin, du bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) conforme au modèle de l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ; • existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ; • les mâchefers réceptionnés sont admissibles selon l'article 271.2 ci dessus. L'absence des documents précités conduit à refuser systématiquement l'entrée du camion sur le site.</p> <p>Constats : Les admissions au niveau du pont bascule à l'entrée du site sont contrôlées au moyen d'un logiciel de pesée (CLEAR). Les vérifications sont menées au même titre que pour l'ensemble des déchets admis sur site. Une analyse de lixiviation est réalisée sur chaque chargement entrant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.4
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mâchefers traités sur le site et destinés à la valorisation pourront provenir des Usines d'Incinération d'Ordures Ménagères en activité implantées en France, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg.</p> <p>Constats : Les mâchefers admis sur site viennent des installations d'incinérations suivantes : - Saint Saulve / Douchy/ Maubeuge - pour la région parisienne : Creteil / Ivry / Lagny/ Rungis</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.6
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les aires de stockage amont et de traitement sont constituées de dalles étanches qui sont maintenues propres. Les mâchefers avant traitement ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol. Le mâchefer valorisable peut lui être stocké à même le sol. Les aires sont constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Ces aires de stockage sont clairement délimitées.</p> <p>L'aire de stockage de 10 000 m² prévue pour 100 000 t/an sera agrandie en fonction des besoins</p> <p>Constats : Les aires de stockage amont sont constituées de dalles étanches.</p>

<p>Les installations de criblage et déféraillage sont sur dalles étanches.</p> <p>Un nettoyage hebdomadaire de la zone est réalisé.</p> <p>Les différents andains sont clairement identifiés et répertoriés.</p>
<p>Observations : Concernant les mâchefers valorisables qui sont actuellement autorisés en stockage au sol sans dalle spécifique, il est relevé que cette disposition n'est pas compatible avec les dispositions du BREF WI qui s'appliquent au site. En effet la MTD12 relative aux conditions de stockage des déchets indique que l'ensemble du stockage de mâchefer doit se faire sur une dalle étanche.</p> <p>Des échanges sont en cours sur ce sujet avec l'exploitant dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen, l'instruction étant en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2008, article 271.7
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les mâchefers entrants sont déchargés sur les aires spécifiques et disposés en andins indépendants, identifiés par producteur et représentatifs d'une période de production. Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement, ainsi qu'en dehors des aires spécifiques à chaque type de mâchefer.</p> <p>L'origine et la date d'arrivée des mâchefers ainsi que leur localisation dans l'installation seront consignées dans un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Chaque andain constitue un lot identifié qui est échantillonné pour analyse.</p> <p>Tous les mâchefers entrants subissent, a minima, une période de maturation de trois mois.</p> <p>La capacité maximale est de 200 000 tonnes de mâchefers entrantes par an.</p> <p>La quantité maximale de mâchefers présents à tout moment sur le site est fixée à 164 000 tonnes.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Les différents andains sont clairement identifiés et répertoriés. Un registre d'identification des andains en fonction de leur origine et de leur provenance est tenu. Les voies de circulations de la plateforme sont dégagées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la durée de maturation moyenne était d'environ 4 mois.</p> <p>Le stockage des mâchefers valorisables est réalisé, sous forme d'andain répertorié. Il apparaît toutefois que le stockage pour les mâchefers de Douchy et Maubeuge est peu différencié.</p> <p>L'examen des données GEREP pour l'année 2021 indique une quantité de 90 042 tonnes en entrée et de 122 025 tonnes en sortie.</p> <p>Pour l'année 2022, l'état des stocks indique une quantité totale de 159 506 tonnes présentes dont 30 884 tonnes en maturation pour un total de réceptionné sur l'année de 71 154 tonnes.</p> <p>Pour l'année 2022, l'état des stocks indique une quantité totale de 82 539 tonnes en sortie.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il travaillait à l'amélioration des stockages, la période d'arrêt de chantier en lien avec le COVID 19 n'ayant pas permis une évacuation optimale des mâchefers valorisables.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des dispositions organisationnelles et/ou techniques lui permettant de garantir la surveillance et le respect de la quantité maximale de mâchefers autorisée à être présente sur le site, fixée à 164000 t. Ces mesures doivent pouvoir permettre de s'assurer de la quantité présente sur site facilement et en toute circonstance.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Intégration paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 2.2
Thème(s) : Autre, Intégration paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : L'inspection note que le stockage sur la partie Ouest de la plateforme, en bordure de l'A21, n'est pas protégé par un merlon suffisamment dimensionné et ne permet pas une intégration paysagère du site. Les données de sorties de stocks pour les années 2021/2022 permettent d'envisager de meilleures conditions de stockage.
Observations : Il est demandé à l'exploitant un plan d'action permettant la mise en place d'un merlon plus efficace ou à défaut d'un plan d'action permettant de diminuer les hauteurs de stockages sur cette partie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet